

DÉLIBÉRATION N°2023-089

OBJET

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION
D'UN FONCTIONNAIRE TERRITORIAL,
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE DE LA COMMUNE DE BASTIA.**

**EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du conseil municipal de la commune de ZONZA**

- SESSION ORDINAIRE -

Séance du 13 septembre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le treize septembre, à dix heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Nicolas CUCCHI, le Maire.

Membres du Conseil Municipal de ZONZA			
En Exercice	Présents en début de séance	Représenté(s)	Absent(s)
23	14	7	2

Présent(e)s : Mesdames, Messieurs,

Nicolas CUCCHI, Christian MARCHI, Emmanuelle ORABONA, Patrick QUILICI, Marie-Thérèse BARANOVSKY, Vincent LUCCHINACCI, Lisa BARTOLI, Mathilde FEDI, Marina MILLET, Christelle PRIETTO, Francis GIANNI, Danielle PELLEGRINI, Antoine CARLI, Vannina MARCHI-VAN CAUWELAERT.

Représenté(e)s : Mesdames, Messieurs,

Paul André COLOMBANI (pouvoir à Vincent LUCCHINACCI), Jean Sébastien GIUDICELLI (pouvoir à Nicolas CUCCHI), Anthony MUZY (pouvoir à Patrick QUILICI), Dominique GERONIMI (pouvoir à Mathilde FEDI), Jacky BARTOLI (pouvoir à Vannina MARCHI-VAN CAUWELAERT), Christian PIU (pouvoir à Lisa BARTOLI), Alexandre MUZY (pouvoir à Christian MARCHI).

Absent(e)s : Madame, Monsieur,

Dominique PIETRI, Elise BARLAM.

Secrétaire de séance : Madame Lisa BARTOLI.

Date de la convocation : 7 septembre 2023

Date d'affichage et de publication : 25 SEP. 2023

VOTANTS : 21 - EXPRIMES : 21			
Pour	Contre	Abstentions	Unanimité
21			X

Le Maire :

EXPOSE que dans le cadre du programme de rénovation et de développement du musée de la Résistance de Zonza, la commune souhaite pouvoir s'appuyer sur les conseils d'un expert qui aura pour mission d'accompagner les services dans cette transition et d'assurer l'authenticité scientifique des collections exposées.

PRECISE que plusieurs formes juridiques ont été étudiées pour assurer ces compétences (recrutement, prestation de service,...).

INDIQUE que dans un souci de bonne gestion des deniers publics, il a été décidé de s'inscrire dans une logique de mutualisation des besoins.

RAPPELLE que le Code de la Gestion Publique et notamment ses articles L 311-1, L 442-1 à L442-9 ; L 511-6 à L511-8, L512-22, L 813-1, L826-1 à L826-5, autorise des collectivités territoriales à conventionner entre elles en vue d'établir des conventions de mise à disposition de personnel et d'en fixer les modalités de mise en place.

PRECISE qu'à ce titre, il a été convenu de la mise à disposition d'un agent titulaire de la ville de Bastia en vue d'occuper les fonctions de conservateur du patrimoine, à raison d'une journée par mois à compter du 1^{er} octobre 2023.

INFORME que la commune de Zonza remboursera à la ville de Bastia la somme correspondant à la quotité de travail effectuée en son sein par le conservateur du patrimoine mis à disposition.

Le Conseil Municipal :

Ouï l'exposé du Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Gestion Publique, notamment ses articles L 311-1, L 442-1 à L442-9 ; L 511-6 à L511-8, L512-22, L 813-1 et L826-1 à L826-5 ;

VU l'avis favorable du comité technique du 12 septembre 2023

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1 : D'APPROUVER la proposition du Maire portant sur la mise à disposition d'un agent titulaire de la ville de Bastia en vue d'occuper les fonctions de conservateur du patrimoine auprès de la commune de Zonza dans les conditions exposées.

Article 2 : D'AUTORISER le Maire à signer la convention ci-annexée.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois, an que dessus ;
Au registre suivent les signatures.
Pour copie conforme.*

Le Maire,
Nicolas CUCCHI



Conformément aux dispositions de l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de 2 mois, y compris par voie électronique Télérecours citoyen, commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

CERTIFIE EXECUTOIRE PAR LE MAIRE

Affiché et publié en ligne le
Transmis à la Préfecture

25 SEP. 2023

Extrait de délibération n°2023-089 du 13 septembre 2023

Convention de mise à disposition de Monsieur Gregori Sylvain

Entre
Commune de Zonza
Représentée par Monsieur Le Maire

Ci-après dénommée LA COLLECTIVITÉ
D'UNE PART

Et

La commune de Bastia
Représenté par son Maire,
Ci-après dénommé L'ORGANISME D'ACCUEIL
D'AUTRE PART,

Ci-après désignée chacune individuellement « la Partie » et collectivement « les Parties ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 14,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 61 à 63

(Le cas échéant) Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet *(lorsque la convention touche un agent qui exerce sur un poste qui n'est pas créé à 100%)*

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

Vu l'information du Conseil municipal en date du 13 septembre 2023 du projet de mise à disposition, Considérant que le projet de convention a été transmis à l'agent le 7 septembre pour recueillir son accord avant sa signature,

Considérant que l'agent a donné son accord à cette mise à disposition par *courrier ou courriel* en date du ... sur la nature des activités qui lui sont confiées et ses conditions d'emploi

Il est arrêté et convenu ce qui suit

Article 1 : Objet

La commune de Bastia met Monsieur Gregori Sylvain, *Conservateur du patrimoine*, à disposition de la commune de Zonza, en application des dispositions des articles 61 à 63 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Article 2 : Nature des fonctions exercées

Monsieur Gregori Sylvain, est mis à disposition pour exercer les fonctions de conservateur du patrimoine. A ce titre, il exercera des actions de conseil, auprès de la Directrice des Affaires Culturelles, dans le cadre de l'ouverture et du développement du musée communal.

Article 3 : Durée

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} octobre 2023 pour une durée d'un an.

Article 4 : Lieu d'exécution

L'agent exécutera ses fonctions dans les locaux de la mairie de Zonza.

Article 5 : Conditions d'emploi**➤ L'autorité hiérarchique**

Monsieur Gregori Sylvain est placé sous l'autorité hiérarchique *de la* mairie de Bastia

A ce titre, LA COLLECTIVITÉ continue à gérer la situation administrative du fonctionnaire mis à disposition.

Cela concerne :

- Le dossier individuel de l'agent
- Le compte personnel d'activité (compter personnel de formation - CPF + compte d'engagement citoyen - CEC)
- L'avancement,
- La promotion interne
- La mobilité
- La discipline
- La déontologie (respect des droits et obligations, autorisations de cumul d'activités et de rémunérations)

➤ Le temps de travail

Monsieur Gregori Sylvain est mis à disposition de la commune de Zonza à temps non complet à raison de 7/151,67ème.

La répartition de son temps de travail s'effectuera comme suit : Monsieur Gregori continuera d'exercer au sein de sa collectivité d'origine à raison de 29/30 ème et consacrera une journée par mois à sa mission de conservateur du patrimoine au sein de la commune de Zonza.

Son planning prévisionnel est fixé en annexe 1 et pourra être modifié dans la limite du temps de travail mentionné ci-dessus à la demande de l'agent, de la collectivité ou de l'organisme d'accueil par avenant à la convention signé des deux parties et notifié à l'agent.

LA COLLECTIVITÉ après avis de l'ORGANISME D'ACCUEIL accorde et gère :

- Le temps partiel
- Le compte épargne temps

➤ **La gestion des absences**

LA COLLECTIVITÉ prend les décisions relatives aux congés suivants, figurant essentiellement à l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :

- *Autorisations exceptionnelles d'absence*
- *Congés annuels*
- Congé pour inaptitude temporaire imputable au service (accident de service ou maladie professionnelle) - CITIS
- Congé de longue maladie,
- Congé de longue durée,
- Temps partiel thérapeutique,
- Congé pour maternité, pour paternité ou pour adoption,
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale
- Congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail s'il est représentant à la formation spécialisée
- Congé pour formation à l'animation
- Congé pour siéger à titre bénévole au sein de l'organe d'administration ou de direction d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,
- Congé pour siéger dans les instances internes d'un conseil citoyen et participer aux instances de pilotage du contrat de ville
- Congé pour apporter son concours à titre personnel et bénévole à une mutuelle
- Congé pour fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités ayant ouvert droit à pension du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé de représentation auprès d'une association ou d'une mutuelle
- Congé de présence parentale
- Congé pour activité d'intérêt général (sapeur-pompier, réserve opérationnelle, etc.)

➤ **Les conditions de travail**

Lors de sa présence dans les locaux de l'ORGANISME D'ACCUEIL, l'agent devra se conformer au règlement intérieur et aux règles afférentes à la santé et sécurité en vigueur dans ce dernier.

L'agent sera sous l'autorité fonctionnelle de la Directrice Générale des Services et devra respecter les consignes et les directives de cette dernière.

L'ORGANISME D'ACCUEIL instruit la demande et accorde l'éventuelle autorisation de télétravail.

➤ La discipline

L'agent mis à disposition demeure soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la déontologie des agents publics.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par le Maire, éventuellement saisie par l'ORGANISME D'ACCUEIL.

Article 6 : Rémunération

LA COLLECTIVITÉ verse à l'agent la rémunération correspondant à son grade et son emploi d'origine (traitement de base + supplément familial + indemnité de résidence + primes et indemnités).

L'ORGANISME D'ACCUEIL indemnise les frais et sujétions auxquels s'expose l'agent dans l'exercice de ses fonctions selon les règles en vigueur dans cet organisme.

Article 7 : Remboursement

Le montant de la rémunération telle que définie à l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 (traitement de base, SFT, indemnité de résidence, cotisations et contributions afférentes et primes et indemnités) est remboursé par L'ORGANISME D'ACCUEIL à LA COLLECTIVITÉ.

Il est précisé qu'en application du 3^{ème} alinéa du III de l'article 6 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, LA COLLECTIVITÉ supporte seule, les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

Article 8 : Appréciation de la valeur professionnelle

L'ORGANISME D'ACCUEIL transmet un rapport annuel sur l'activité de l'agent mis à disposition LA COLLECTIVITÉ après un entretien individuel.

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans L'ORGANISME D'ACCUEIL. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale de LA COLLECTIVITÉ.

En cas de pluralité d'employeurs, l'entretien professionnel a lieu dans chacun des ORGANISMES D'ACCUEIL. Les comptes rendus auxquels il donne lieu sont transmis à l'autorité territoriale de LA COLLECTIVITÉ en vue de l'appréciation de la valeur professionnelle de l'agent.

Article 9 : Fin de la mise à disposition

➤ La fin anticipée

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention, à la demande de :

- LA COLLECTIVITÉ
- L'ORGANISME D'ACCUEIL
- L'agent mis à disposition.

Un préavis d'une durée de 2 mois sera appliqué.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre LA COLLECTIVITÉ et L'ORGANISME D'ACCUEIL.

➤ La fin à l'échéance

Au terme de la mise à disposition, l'agent est affecté sur les fonctions qu'il exerçait auparavant dans LA COLLECTIVITÉ. Si cela n'est pas possible, l'agent est affecté dans un emploi que son grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles du 2^{ème} alinéa de l'article 54 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Article 10 : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif sera saisi.

Article 13 : Contentieux

Les litiges nés de l'exécution du présent contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Bastia, dans le respect du délai de recours de deux mois. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Zonza,

Le _____, en triple exemplaires

Pour L'ORGANISME D'ACCUEIL
Le Maire
Signature

Nom-prénom

Pour LA COLLECTIVITÉ
Le Maire,
Signature

Nom- prénom

Ampliation adressée :

- au comptable de LA COLLECTIVITÉ
- au comptable de L'ORGANISME D'ACCUEIL